

	MONTANT ACTUEL DE L'INDEMNITÉ	MAJORATION	NOUVEAU TAUX
26.001 et 27.000	1.344	5% de traitement brut	
27.001 et 28.000	1.296	—	
28.001 et 29.000	1.260	—	
29.001 et 30.000	1.224	—	
Agents dont le traitement net annuel est supérieur à 30.000 francs.	1.000	—	

Dans chacune des tranches ci-dessus, la rétribution nette augmentée de l'indemnité spéciale temporaire sera toujours au moins égale à la rétribution nette maximum de la tranche immédiatement inférieure augmentée de l'indemnité correspondant à cette tranche.

ART. 2. — L'indemnité prévue à l'article 1^{er} ci-dessus suit le sort de la rémunération principale. Son montant est réduit dans la proportion où se trouve réduite cette rémunération principale elle-même pour quelle cause que ce soit.

Pour les agents ne fournissant qu'un service incomplet le montant de l'allocation déterminé en fonction du traitement qui serait alloué pour la durée normale du service est réduit au prorata de la durée effective du service.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1939.

GRADASSI.

(Le conseil d'administration a été consulté sur cette affaire dans sa séance du 4 mars 1939 — Approuvé par radiotélégramme n° 160 en date du 8 mars 1939 du ministre des colonies).

ARRETE N° 80 bis fixant à nouveau les taux de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux agents appartenant aux cadres communs secondaires, locaux et spéciaux du Togo et de l'A. O. F. en service au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 juillet 1937, relatif aux soldes et accessoires de solde du personnel des cadres locaux des colonies;

Vu l'arrêté général du 17 mai 1922 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents communs et locaux de l'A. O. F.;

Vu les arrêtés des 24 mars 1934, et 1^{er} mai 1934, réglant les statuts des cadres locaux indigènes au Togo;

Vu l'arrêté du 12 février 1938 attribuant une indemnité spéciale temporaire aux agents des cadres communs secondaires, locaux et spéciaux du Togo et de l'A. O. F. en service au Togo;

Vu le décret du 14 janvier 1939 portant relèvement des taux de l'indemnité spéciale temporaire instituée par le décret du 11 décembre 1937;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;
Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1939, il est attribué aux agents appartenant aux cadres secondaires, locaux et spéciaux de l'A. O. F. et du Togo (y compris gardes de cercles et miliciens) rétribués sur les budgets du Togo une majoration des taux de l'indemnité spéciale temporaire, instituée par l'arrêté n° 98 du 12 février 1938, conformément aux indications fixées par le tableau ci-après :

	MONTANT ACTUEL DE L'INDEMNITÉ	MAJORATION	NOUVEAU TAUX
Agents dont la rétribution brute annuelle est inférieure ou égale à 6.000 francs	720	480	1.200
Agents dont la solde brute annuelle est comprise entre 6.001 et 8.000	1.200	600	1.800
Agents dont la solde brute annuelle est comprise entre 8.001 et 9.000	1.800	700	2.500
9.001 et 12.000	2.400	900	3.300
12.001 et 13.000	2.232	1.000	3.232
13.001 et 14.000	2.220	1.000	3.220
14.001 et 15.000	2.208	1.000	3.208
15.001 et 16.000	1.992	1.200	3.192
16.001 et 17.000	1.968	1.200	3.168
17.001 et 18.000	1.932	1.200	3.132
18.001 et 19.000	1.908	1.200	3.108
19.001 et 20.000	1.884	1.200	3.084
20.001 et 21.000	1.584	1.200	2.784
21.001 et 22.000	1.536	1.200	2.736
22.001 et 23.000	1.500	1.200	2.700

	MONTANT ACTUEL DE L'INDEMNITÉ	MAJORATION	NOUVEAU TAUX
23.001 et 24.000	1.464	1.200	2.664
24.001 et 25.000	1.416	5% de traite-	
25.001 et 26.000	1.380	ment brut.	
26.001 et 27.000	1.344	—	
27.001 et 28.000	1.296	—	
28.001 et 29.000	1.260	—	
29.001 et 30.000	1.224	—	
au-dessus de 30.001	1.000	—	

Dans chacune des tranches ci-dessus, la rétribution nette augmentée de l'indemnité spéciale temporaire sera toujours au moins égale à la rétribution nette maximum de la tranche immédiatement inférieure augmentée de l'indemnité correspondant à cette tranche.

ART. 2. — L'indemnité prévue à l'article 1^{er} ci-dessus suit le sort de la rémunération principale. Son montant est réduit dans la proportion où se trouve réduite cette rémunération principale elle-même pour quelle cause que ce soit.

Pour les agents ne fournissant qu'un service incomplet, le montant de l'allocation déterminé en fonction du traitement qui serait alloué pour la durée normale du service est réduit au prorata de la durée effective du service.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1939.

GRADASSI.

(Le conseil d'administration a été consulté sur cette affaire dans sa séance du 4 mars 1939 — Approuvé par radiotélégramme n° 160 en date du 8 mars 1939 du ministre des colonies).

Budget de la commune mixte

ARRETE N° 137 modifiant l'arrêté n° 694 du 15 décembre 1938 portant virement de crédit au budget de la commune mixte de Lomé, exercice 1938.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 694 du 15 décembre 1938 portant virement de crédits au budget de la commune mixte de Lomé, exercice 1938;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 27 février 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 694 du 15 décembre 1938 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 2 nouveau. — Les ouvertures de crédit sont gagées sur les fonds libres de la commune mixte ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 février 1939.

GRADASSI.

Budget annexe du C. F. T.

Prélèvement

ARRETE N° 140 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923, instituant un fonds de renouvellement spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 733 du 31 décembre 1938 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'année 1939;

Vu le rapport n° 59 du 9 février 1939 du chef de service du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 1^{er} mars 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de : cinq cent trente mille francs sur le compte du fonds spécial, fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1939.

ART. 2. — Le chef du service des transports, sous-ordonnateur du budget annexe et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au journal officiel du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mars 1939.

GRADASSI.

Agences spéciales

ARRETE N° 148 fixant le maximum des provisions pouvant être consenties à certaines agences spéciales du Territoire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions